

LA MÉDITERRANÉE :
SYMBOLE DES BLESSURES ET DES ESPOIRS DE NOTRE MONDE
par
Prince Albert II de Monaco*

Si la Méditerranée a toujours été au cœur des grands mouvements de l'histoire, c'est bien entendu du fait de sa situation, à la rencontre de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie, au milieu de ce qui a longtemps été le principal monde connu. Je crois pourtant que cette donnée physique a moins compté dans l'histoire de notre mer que sa position étonnamment centrale d'un point de vue *stratégique* et *symbolique*, au centre de gravité des principaux problèmes et des plus grands défis qu'ont eu à affronter les différentes civilisations qui se sont succédé sur ses côtes.

C'est au milieu de la Méditerranée qu'Ulysse parcourt la mythologie qui constituera le socle de nombreuses cultures. C'est sur ses eaux que les Phéniciens inventent le commerce et esquissent une première forme de mondialisation. C'est sur ses rivages que naissent les grandes religions qui façonneront le monde. C'est cette mer encore qui marque les ambitions des grands empires – Romain, Ottoman, Espagnol, Britannique ou Russe. C'est elle toujours qui ouvre la voie des colonisations du XIX^e siècle. C'est elle qui est le théâtre de nombre de grandes batailles des deux guerres mondiales du XX^e siècle.

Aujourd'hui encore, notre mer symbolise à elle seule la plupart des périls qu'encourt notre planète. Ses tensions économiques, sociales, culturelles et religieuses, bien sûr. Ses problèmes de peuplement, d'urbanisation, ou encore de migrations, aussi. Mais plus encore, je crois, les limites d'un mode de développement et les lacunes d'une organisation du monde qui posent la question, sinon de notre survie directe, au moins de la pérennité de nos civilisations et des conditions physiques de leur épanouissement.

Avec 8 % des espèces marines de la planète réparties dans moins de 1% de sa surface et d'un demi % du volume de ses eaux océaniques, avec 7% de la population du monde se partageant 3% de ses ressources en eau douce, avec surtout près de cinq cent millions d'habitants concentrés autour de cet espace limité, dont cent cinquante millions sur son seul littoral, auxquels il convient d'ajouter près de trois cents millions de touristes chaque année, la Méditerranée offre en effet un résumé des difficultés de ce siècle, une épure des crises qui le menacent et un modèle des efforts qu'il exige.

Avant d'évoquer ces périls et la manière dont nous pouvons les affronter, je voudrais cependant ajouter une chose aux considérations géographiques, historiques ou scientifiques. La Méditerranée que j'évoque, celle qui de Salamine à Suez a résonné des échos des batailles et des fracas des hommes, tire aussi sa puissance d'une autre dimension essentielle : c'est la beauté de ses paysages, la douceur de sa lumière et la poésie de ses eaux. Car nul ne saurait comprendre la Méditerranée s'il ne s'accorde un détour par les chemins de l'émotion.

Pour moi qui ai la chance de vivre sur les bords de cette mer, dans un pays où l'on ne s'en éloigne jamais de plus de quelques centaines de mètres, tout part toujours de ce point de départ, principe de ma vie autant que de mon engagement : la beauté sans cesse renouvelées d'une région où, comme l'écrivit Albert Camus, « les dieux parlent dans le soleil et l'odeur des absinthes, la mer cuirassée d'argent, le ciel bleu écriu, les ruines couvertes de fleurs et la

*S.A.S. Le Prince Albert est le Prince Souverain de Monaco.

lumière à gros bouillons dans les amas de pierres. »¹

Comme partout sur notre terre, mais peut-être plus qu'ailleurs, la conscience écologique se nourrit ainsi en Méditerranée d'une émotion première, du désir instinctif de préserver ces panoramas magnifiques et du sentiment d'un devoir impérieux, celui d'agir pour une cause qui intéresse l'humanité tout entière.

L'avenir environnemental de la Méditerranée se cristallise aujourd'hui autour de trois enjeux majeurs : le réchauffement climatique et son cortège de conséquences négatives, l'érosion inquiétante de la biodiversité et la diminution, enfin, des ressources en eau douce de la région. Ce sont ces trois sujets qui guident mon action environnementale, à la tête de l'Etat monégasque comme *via* ma Fondation, dédiée à ces enjeux et dont le but est de compléter mon action politique par d'autres moyens. Dans un cas comme dans l'autre, les questions de changement climatique, de biodiversité et d'eau dessinent les contours d'une action globale en faveur de l'environnement, sur les cinq continents, bien sûr, mais d'abord et avant tout autour de la Méditerranée.

De ces trois maux planétaires, le réchauffement climatique est aujourd'hui le mieux connu en même temps que le plus facile à percevoir, à la fois dans ses causes et dans les moyens d'y remédier.

A la regrettable exception de quelques irréductibles, nul ne met plus en cause en effet le caractère anthropique du grand mouvement de réchauffement généralisé que l'on observe sur la Terre depuis quelques décennies. Dû principalement à l'utilisation effrénée de combustibles fossiles qui depuis deux siècles s'est développée en même temps que les progrès de l'industrie, de la technique et des transports, mais aussi à d'autres actions humaines comme la déforestation, ce réchauffement est lourd de conséquences, à la fois directes et indirectes, en particulier dans les régions méditerranéennes.

Parmi ses conséquences directes, on connaît bien entendu la hausse du niveau des mers, due à la fonte des glaces polaires, la modification des régimes de précipitations, entraînant sécheresses et inondations, l'augmentation, en fréquence comme en intensité, des événements climatiques extrêmes, ou encore le bouleversement des équilibres écologiques de régions entières, dont la faune et la flore sont directement affectées par ces déséquilibres climatiques.

A ces phénomènes directs s'ajoutent des conséquences indirectes mais non moins importantes : des déplacements de population accentuant la pression sur certaines zones déjà fragiles et sur certaines ressources déjà limitées, mais aussi, des modifications des courants marins, ou encore une grave acidification des océans, mise en évidence en 2009 à l'occasion de la déclaration de Monaco, par laquelle 150 scientifiques issus de 26 nationalités avaient alerté le monde sur un danger qui pèse aujourd'hui sur toutes les mers du globe et affecte leurs populations végétales et animales.

En Méditerranée, tous ces phénomènes sont à l'œuvre, avec un effet souvent accentué par les caractéristiques d'une mer fermée, un temps de régénération des ressources plus long, des écosystèmes fragiles et une pression anthropique de plus en plus forte sur certaines zones.

¹ Albert Camus, "Noces à Tipasa", *Les Noces*, (Paris: Editions Gallimard, 1959), p.13.

Surtout, leurs effets sur les milieux naturels se doublent en Méditerranée de conséquences lourdes en matière géopolitique, à commencer par un appauvrissement et une fragilisation des zones les plus exposées de la région, en majorité celle du littoral méridional, soumises à des contraintes croissantes alors même qu'elles sont souvent les moins bien dotées en infrastructures et les plus peuplées. Le déséquilibre accru qui en résulte ne peut qu'entraîner une hausse des tensions en tout genre, en particulier en terme de lutte pour les ressources et de pression migratoire.

L'exemple méditerranéen le prouve donc : le réchauffement global de la planète, aujourd'hui encore limité, mais qui pourrait s'élever en 2100 à près de 7°C si rien n'est fait pour le contrer sérieusement, apparaît bien comme l'une des menaces majeures, car universelles, pesant sur notre monde. L'une de ses conséquences est de fragiliser la survie de nombreuses espèces, animales ou végétales, qui sont par ailleurs victimes d'autres maux, entraînant ainsi une perte globale de la biodiversité planétaire.

Cette perte, que l'on peut résumer au niveau mondial par quelques chiffres spectaculaires (5000 m² de forêt primaire disparaissent chaque seconde, 3 espèces s'éteignent chaque heure!), est bien entendu particulièrement menaçante en Méditerranée. Comme on l'a vu, cette mer de dimensions modestes constitue l'un des réservoirs majeurs de la biodiversité marine et côtière de la Planète, avec 28% des espèces endémiques, 8% de la faune et 18% de la flore marines mondiales. Son climat, son isolation, ses nombreuses îles expliquent en partie cette richesse, qui en fait notamment une aire majeure d'hivernage, de reproduction et de migration. Plusieurs habitats sensibles sont notamment au cœur de cette biodiversité méditerranéenne, en particulier les coraux profonds, les grottes sous-marines, les zones dunaires, les forêts littorales et les lagunes, ainsi que certaines zones humides indispensables pour les oiseaux.

Or, cette fragilité et cette densité naturelles sont confrontées depuis quelques décennies à une urbanisation effrénée et intensive, une surexploitation des ressources, la modification des régimes hydriques, la prolifération d'espèces invasives introduites, une explosion des transports maritimes et une pollution en croissance exponentielle, qui en Méditerranée plus qu'ailleurs font peser sur la survie de nombreuses espèces des risques majeurs.

Au-delà des conséquences morales d'une dégradation irréversible d'un bien commun de l'humanité, témoignage de la démesure des hommes qui peinent à comprendre ce que leur espèce doit à celles qui l'entourent, ces pertes sont aussi lourdes de conséquences en termes économiques. La biodiversité est en effet source non seulement d'activités humaines directes (dont le tourisme est en Méditerranée l'exemple le plus évident), mais elle est aussi au cœur de nombreuses industries, et au principe surtout de nombreuses innovations en cours ou à venir, notamment dans les industries sanitaires ou les biotechnologies. C'est une source indispensable de croissance et d'innovation.

Malheureusement, l'évaluation de ces bénéfices pèse comme souvent de peu de poids face à la pression immédiate d'activités humaines fondamentalement nuisibles mais immédiatement rentables, même si nombre d'entre elles paraissent d'ores et déjà condamnées à moyen ou court terme, et même surtout si leur rentabilité réelle, une fois intégrés les coûts pour l'environnement, est bien moindre que ce que promettent des technologies plus durables.

C'est le cas en particulier d'une certaine pêche irresponsable, souvent concentrée dans les zones où les biotopes sont les plus riches. Le chalutage en détruit les fonds, qui sont souvent

des zones de frayères. Exemple emblématique, mais hélas dramatique, la surpêche du thon déséquilibre l'ensemble de la chaîne alimentaire. Et l'aquaculture ne rassure guère plus, étant elle aussi la source de nombreuses pollutions, de transmission d'épizooties et d'évasion d'espèces domestiques vers les milieux naturels.

Mais la même contradiction entre court terme et long terme apparaît pour d'autres activités, elles aussi responsables de graves atteintes à l'environnement et à la biodiversité, comme par exemple les industries polluantes aux rejets non traités, certaines formes d'agriculture intensive peu scrupuleuse, le tourisme non maîtrisé ou encore le transport maritime (la Méditerranée accueillant à elle seule un tiers du trafic pétrolier mondial et les dégazages sauvages y représentant selon le WWF 1,5 millions de tonnes de produits pétroliers par an).

La problématique est enfin identique pour la question des ressources en eau, troisième enjeu sur lequel je veux ici insister. Là encore, en effet, c'est l'exploitation déraisonnable et à courte vue de la nature, sous la pression d'une expansion continue des activités humaines, qui est en cause. Les responsabilités, une fois de plus, en sont à chercher dans les travers de certaines pratiques économiques polluantes dont les effets sur les cours d'eau et sur les sols rejettent sur l'ensemble des réseaux hydriques. Elles découlent aussi, plus simplement, du développement continu et mal maîtrisé d'une urbanisation qui aujourd'hui touche évidemment davantage le sud de la Méditerranée, mais dont les effets sont bien souvent aussi lourds sur les deux rives, les systèmes d'assainissement n'étant pas toujours plus développés au nord qu'au sud.

Résultat, près de 30 millions de personnes autour de la Méditerranée n'ont pas accès à l'eau potable, tandis que, dans certains pays, ce sont parfois près de 70% de la population qui ne sont reliés à aucun système de traitement des eaux. Et la mer, qui comme toujours est la victime ultime de ces incuries, reçoit ainsi 60 000 tonnes de détergent, 100 tonnes de mercure et 12 000 tonnes de phénols par an.

Au-delà de ses effets sur la mer elle-même, l'insuffisance des réseaux d'adduction et de traitement des eaux a sur l'ensemble des écosystèmes de la région des effets importants, d'autant qu'une grande partie des pays méditerranéens, en particulier au sud, disposent du fait de leur climat et de leurs ressources géologiques d'un approvisionnement en eau par habitant parmi les plus faibles au monde. On estime ainsi que 60 millions d'habitants de la région vivent en situation de pénurie d'eau (c'est-à-dire sous le seuil de 500 m³/an par habitant), tandis que 180 millions de personnes vivent en Méditerranée sous le seuil de pauvreté, soit 1000 m³/an par habitant...

Là encore, il est évident qu'une telle situation, soulignée par le contraste avec certaines zones mieux dotées par la nature et mieux équipées en infrastructures au nord, ne peut qu'avoir des conséquences dramatiques - en termes environnementaux, bien sûr, mais aussi, tout simplement, en termes humains.

Au-delà des seuls effets alimentaires et sanitaires d'une telle pénurie, se pose en effet la question de l'équilibre de sociétés et de zones entières dans lesquelles l'humanité ne peut plus trouver les ressources nécessaires à sa survie, ce qui entraîne mécaniquement crises et tensions. La question n'est pas nouvelle en Méditerranée et au Proche-Orient, où les enjeux liés à l'accès à l'eau et au contrôle des approvisionnements ont toujours été au cœur des questions géostratégiques régionales. La Turquie, dont la richesse en eau constitue un atout unique dans la région, est particulièrement bien placée pour le savoir. Mais la crise climatique

actuelle, ajoutée à l'explosion démographique observée dans de nombreuses zones, ne peut qu'accentuer ces problèmes déjà sévères.

Une fois de plus, les problèmes environnementaux sont lourds de menaces globales.

Qu'il s'agisse de climat, de biodiversité ou d'eau, ce tableau bien sombre pourrait sembler sonner le glas de la Méditerranée que nous aimons, de cette région qui depuis des siècles est un symbole d'harmonie autant que de rencontres. Il pourrait aussi annoncer des périls plus graves encore, dont les tensions actuelles observées autour du bassin méditerranéen, qu'elles soient économiques ou sanitaires, sociales ou migratoires, culturelles ou alimentaires, ne seraient que les prémices.

Le risque effectivement existe, en particulier dans un climat de crise mondiale très grave qui a malheureusement tendance à faire passer au second plan les enjeux environnementaux. Alors que la plupart des pays de la Planète vivent dans une situation d'incertitude quant à leur avenir immédiat, les visions de long terme et les projections périlleuses qui sont le lot des questions environnementales passent bien souvent pour un luxe hors d'atteinte.

Comme les quelques exemples évoqués plus haut l'ont je crois démontré, il s'agit pourtant de questions cruciales, qui conditionnent la survie de millions d'êtres humains. Plus encore, ces sujets environnementaux apparaissent comme des facteurs majeurs de stabilité ou de tension géopolitique. A cet égard, il est évident qu'une action efficace est non seulement possible (l'ensemble des phénomènes évoqués relevant des activités humaines et la plupart d'entre eux n'ayant pas encore atteint de stade irréversible), mais également nécessaire.

Car en Méditerranée comme ailleurs, les dégâts infligés à la nature résultent toujours d'un mode de développement précis, et, à travers lui, d'un système de valeurs. Tout système économique, nous le savons, est en effet le fruit de choix politiques, qu'ils soient tacites ou débattus, qui peuvent par conséquent être revus.

Ce sont ces choix que je voudrais maintenant brièvement évoquer maintenant, à travers les différentes pistes d'action qui s'offrent à nous pour sauver la Méditerranée et préserver les équilibres fragiles d'une région prompte à s'embraser.

Ils sont à mon sens de quatre ordres. D'abord politiques, *via* un certain nombre d'outils internationaux de régulation des activités humaines et d'encadrement des pratiques ayant un impact sur l'environnement. Ils sont ensuite économiques et techniques, par la volonté de favoriser un mode de développement moins prédateur et plus respectueux des impératifs de long terme. Ils sont également moraux, par la possibilité offerte à chaque individu, dans sa vie quotidienne, d'agir directement et indirectement sur son biotope. Et ils sont enfin stratégiques, ces questions lourdes de menaces sur les équilibres planétaires résultant presque toujours de dissymétries plus profondes, économiques ou sociales, qu'elles ne font au fond que démultiplier.

Au rang des actions politiques qui s'imposent, je citerai bien entendu les négociations internationales conduites sous l'autorité de l'ONU, qui avaient connu une accélération en 1992 à Rio à l'occasion du Sommet de la Terre.

Ces efforts internationaux ont depuis vingt ans permis des avancées substantielles, qu'il faut saluer. Les déclarations adoptées à l'issue des différentes négociations, poursuivant l'élan insufflé par les textes fondateurs, ont permis de poser un certain nombre d'objectifs et de construire des cadres importants, notamment en matière de réduction des émissions des gaz à effet de serre ou de protection de certaines zones ou espèces particulièrement menacées.

Pourtant, malgré ces progrès indéniables, force est de constater que ces enceintes internationales peinent à produire des consensus véritablement contraignants, seuls à même d'entraîner chacun dans la voie dont la planète a besoin. La Méditerranée, comme les autres zones fragiles de la Planète, ne saurait donc trouver-là les outils nécessaires à sa protection. Et les conventions et traités relatifs aux espaces maritimes, comme la convention de Montego Bay de 1982, restent également peu efficaces. Celle-ci ne consacre ainsi que deux articles (122 et 123) de sa 9^{ème} partie aux mers semi-fermées comme la Méditerranée, deux articles aux conséquences assez vagues, puisqu'ils se contentent d'inciter les Etats riverains à la coopération, notamment en vue de la préservation des ressources biologiques...

Les institutions régionales, en particulier l'Union européenne et dans une moindre mesure l'Union pour la Méditerranée, ont heureusement pris à la bras-le-corps ces problèmes, sur lesquels elles apportent des solutions concrètes. Depuis des années maintenant, Bruxelles avance en effet de manière volontaire sur la voie de la préservation de l'environnement, avec une réglementation parmi les plus adaptées au monde. Mais, malgré leur importance autant en termes d'avancées directes que de signes politiques, ces initiatives ne couvrent pas l'ensemble du bassin méditerranéen et demeurent donc insuffisantes pour une action globale.

De nombreux pays, enfin, se dotent eux aussi d'outils juridiques innovants, comme le fait la Principauté de Monaco. Mais ces initiatives morcelées restent par définition limitées au cadre de leurs frontières. S'il faut donc saluer les efforts de chacun et encourager leur multiplication, il est donc nécessaire d'avoir conscience de leurs limites structurelles.

Dès lors, d'autres outils politiques sont nécessaires, fondés davantage sur les réalités locales et la coopération des acteurs directement impliqués. Plus modestes, ils font d'ores et déjà la preuve de leur capacité à tracer la voie de progrès tangibles.

Dans les espaces maritimes de la Méditerranée notamment, nous travaillons ainsi depuis longtemps au développement de zones de protection particulières. Pour citer un exemple que je connais bien, l'accord Ramoge entre la France, l'Italie et Monaco a permis depuis 1976 de conduire des actions importantes de coopération scientifique, technique, juridique et administrative, pour une gestion plus intégrée du littoral et sa protection contre les pollutions. Dans la foulée de Ramoge, l'accord Ramogepol sur les pollutions accidentelles est lui aussi un outil important pour faire face à ces risques récurrents et hélas importants.

Ces initiatives obéissent à une philosophie que je crois essentielle : la délimitation de périmètres prioritaires, zones d'exclusion économique et aires marines protégées, permettant de préserver certains secteurs de tout risque de pollution directe. Deux décennies après la signature de l'accord Ramoge, le sanctuaire Pelagos a ainsi été créé par les mêmes Etats, instituant une zone innovante de préservation des mammifères marins et, plus généralement, de protection de la biodiversité.

Dans de nombreuses régions de la Méditerranée, comme dans presque toutes les mers du globe, d'autres aires marines protégées rencontrent aujourd'hui un vrai succès, à la fois

écologique, économique, scientifique et pédagogique. En offrant aux espèces menacées et aux écosystèmes fragilisés des zones de régénération, elles permettent de revivifier des économies maritimes mises à mal par une surexploitation à courte vue. Chacun y trouve ainsi intérêt, et notamment les populations locales, dont l'activité se trouve dynamisée par la création de ces aires sous statut particulier.

C'est sur la base de ces succès avérés que je me fais depuis des années l'avocat des aires marines protégées, tant elles me paraissent ouvrir la voie à des solutions locales pertinentes - d'autant plus pertinentes qu'elles sont construites en accord avec les populations locales et dans leur intérêt. Elles offrent ainsi l'exemple d'une action que je crois la seule aujourd'hui véritablement efficace, c'est-à-dire partant des acteurs locaux et avançant progressivement.

C'est dans cet esprit aussi que doit s'entendre la seconde piste d'action que je mentionnais plus haut : celle de l'innovation scientifique et technologique. Il s'agit là encore de répondre aux besoins légitimes des populations, qui aspirent à une vie meilleure, et de le faire en s'appuyant sur les ressorts de l'économie de marché, qui demeure à ce jour le cadre le plus sûr pour le développement des innovations.

A Monaco, où mon Gouvernement conduit une politique très volontaire de mobilité propre et d'efficacité énergétique, nous voyons ainsi se développer des solutions technologiques de plus en plus nombreuses et de plus intéressantes, qui nous permettent d'espérer parvenir dès 2050 à une neutralité carbone.

On m'objectera bien entendu que l'échelle même de la Principauté rend un tel effort anecdotique au regard des émissions de pays comme la Chine ou les Etats-Unis. Je crois au contraire que les innovations conduites ici peuvent servir de point d'appui aux efforts qui sont menés là-bas, où des politiques remarquables en faveur des énergies renouvelables, notamment photovoltaïque, permettent d'ailleurs d'espérer à terme un arrêt de la croissance des émissions de gaz à effet de serre.

En Méditerranée, d'autres projets intéressants dans cette voie de l'innovation méritent d'être développés, comme par exemple le concept Desertec, qui pourrait dès 2050 fournir à l'Europe 15% de son énergie à partir du seul ensoleillement des zones désertiques de la rive Sud... Pour les régions de production, un tel projet ouvre des perspectives considérables d'accès à une énergie propre et inépuisable, mais aussi de développement.

Au-delà des seuls enjeux énergétiques, et même si ceux-ci sont évidemment centraux dans la lutte contre le changement climatique, d'autres innovations conduites à travers le monde nous permettent aujourd'hui d'envisager les solutions qui permettront demain de mieux protéger la Méditerranée, en termes de biodiversité notamment. Car il s'agit bien à chaque fois de s'appuyer sur la capacité d'innovation, l'inventivité et la soif de progrès des populations, pour mettre en place un nouveau mode de développement, plus respectueux de la nature et plus à même d'offrir aux générations futures un cadre de vie adapté.

L'une des difficultés du développement durable est en effet de concilier les intérêts des générations actuelles et ceux des générations futures, de défendre d'un même mouvement les droits de ceux qui vivent dans une région du monde et ceux des populations qui vivent dans les régions voisines. Il y a là une difficulté pratique, notamment en situation de pénurie des ressources et d'épuisement des stocks. Mais il y a là aussi, je crois, un enjeu moral, qui

interroge directement chaque être humain, dans la part la plus intime de sa conscience. C'est le troisième choix que j'évoquais.

Comme l'a écrit l'ancien vice-président américain et Prix Nobel de la paix Al Gore, « la crise du climat nous donne la chance d'accomplir ce dont très peu de peuples dans l'histoire ont eu le privilège : une mission générationnelle. (...) Cette crise ne relève pas en réalité de la politique. Il s'agit d'abord d'un défi spirituel et moral. »²

A partir du moment où l'enjeu est de renouveler un modèle économique désormais défaillant, non pas au nom de notre intérêt le plus immédiat, mais par une anticipation des périls qui menacent, l'effort immense qui nous est demandé ne saurait en effet se faire s'il n'est motivé par d'autres raisons que la quête égoïste du profit ou du confort. Quels que soient les progrès technologiques sur lesquels nous nous appuyerons, nous savons que le bouleversement à venir exigera de chacun des efforts importants et souvent douloureux. Le passage à une économie décarbonnée sera en effet un vrai bouleversement, exigeant de repenser notre manière de produire, de consommer, de nous déplacer – en un mot de vivre. Et, si ces modifications sont à terme porteuses de progrès, elles sont aussi lourdes de contraintes. Des contraintes que chacun peut et doit anticiper, en tâchant dès à présent de mettre son comportement en accord avec ses convictions et avec le devoir universel de préserver l'avenir des générations futures.

En Méditerranée notamment, où chaque paysage, chaque tas de pierre, nous rappelle l'héritage dont nous sommes les dépositaires, je crois que nul ne saurait faire abstraction de ce devoir très fort, qui fait de nous de simples relais entre les générations qui se sont succédé sur les bords de cette mer et celles qui s'y succéderont demain.

La même exigence de fraternité vaut d'ailleurs pour la quatrième voie que je veux ici mentionner : celle de la coopération internationale. De la même manière en effet que le défi environnemental crée une solidarité temporelle entre les générations distinctes, il suscite une exigence de solidarité géographique entre ceux qui vivent au sein d'un même ensemble, cet ensemble pouvant être la Terre elle-même, mais plus directement encore une région comme la nôtre. C'est une question d'intérêt, dans une zone soumise comme on l'a vu à de nombreuses tensions géopolitiques, nées en partie des atteintes à l'environnement. Mais c'est plus largement une question de bon sens, dans la mesure où les pollutions émises sur une de ses rives ont tôt fait d'affecter l'ensemble de notre mer...

C'est pourquoi la Principauté de Monaco a fait de l'aide au développement un axe prioritaire de son action internationale, à travers notamment de nombreux partenariats avec des pays en développement, en particulier sur la rive sud de la Méditerranée. Car nous savons qu'aucun résultat durable ne pourra être atteint s'il ne passe par un progrès partagé à l'échelle planétaire.

Il s'agit le plus souvent d'actions locales ponctuelles qui ne sauraient prétendre à elles seules repousser l'ensemble des périls qui guettent la Méditerranée mais elles contribuent à une meilleure harmonie de nos régions, à un progrès des populations et, à terme, à l'établissement de conditions économiques et sociales plus favorables à la préservation de notre environnement commun.

²*An Inconvenient Truth*, dir. by Davis Guggenheim, DVD, Paramount Classics, 2006.

C'est que le progrès de l'humanité est un tout, que l'exigence environnementale ne saurait oublier sans passer à côté de sa véritable signification, qui est celle d'un humanisme partagé. C'est le principe d'ailleurs qui avait prévalu à l'établissement par l'ONU des Objectifs du Millénaire pour le Développement, qui mêlaient dans une même ambition essentielle lutte contre la pauvreté, amélioration des conditions sanitaires des populations, développement culturel et politique et préservation de l'environnement. En Méditerranée où tous ces enjeux apparaissent avec une vivacité particulière, cette exigence peut paraître plus difficile à tenir. Je crois pourtant qu'elle s'impose avec plus de force que nulle part ailleurs.

Cumulée avec les autres voies que j'ai explorées ici, celle de la politique, celle de la technique et celle de la morale, elle trace je crois les pistes d'une action possible, en ces temps où le pessimisme semble le plus souvent de rigueur.

« Qu'est-ce que la Méditerranée ? » s'interrogeait le grand historien français Fernand Braudel, en ouverture d'un ouvrage demeuré célèbre³, avant de répondre « Mille choses à la fois. Non pas un paysage, mais d'innombrables paysages. Non pas une mer, mais une succession de mers. Non pas une civilisation, mais des civilisations entassées les unes sur les autres. » Quelques pages plus loin, il précisait pourtant que « dans son paysage physique comme dans son paysage humain, la Méditerranée carrefour, la Méditerranée hétéroclite se présente dans nos souvenirs comme une image cohérente, comme un système où tout se mélange et se recompose en une unité originale. » Ainsi posait-il le paradoxe de cette mer unique et plurielle en même temps, tout à la fois mer qui sépare et mer qui réunit, tour à tour berceau de civilisation et lieu de rencontres, voire de conflits, entre plusieurs civilisations. Cette mer qui est inextricablement un espace intérieur - la *Mare Nostrum* des Romains - et le témoignage des blessures de notre mondialisation inégale, est je crois tout entière dans cette double nature. C'est elle qui fait sa force autant que sa fragilité.

Car cette mer est avant tout un espace de partage, avec ce que cela implique d'inévitables difficultés et d'indépassable solidarité.

Nous savons que notre destin à tous est lié à celui des étendues salées qui nous entourent, et, au-delà, à celui des peuples qu'elles nourrissent. Qu'elles perdurent dans toute leur vitalité, leur pureté et leur richesse, et notre avenir sera à la mesure de nos attentes. Mais que les eaux de la Méditerranée soient abandonnées aux pollutions et à la désertification, et c'est la vie même de nos enfants qui s'en trouvera compromise. Non seulement du fait des dégâts directs causés par des eaux insalubres, une pêche insuffisante et une économie tronquée. Mais aussi du fait des conséquences géopolitiques qu'implique tout appauvrissement des ressources naturelles dans cette zone déjà marquée par une profonde fragilité et par une concentration humaine aussi importante que disparate.

C'est pourquoi l'examen des périls, des déséquilibres et des déchirures qui traversent notre région ne peut à mon sens que conduire au constat d'un indépassable devoir de solidarité, en particulier dans le domaine environnemental. C'est au nom de cette solidarité que j'agis, par tous les moyens aujourd'hui à ma disposition.

³ *La Méditerranée*, Editions Flammarion, 1985